L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LQUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 16 AVRIL 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
N° 83, RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 16 AVRIL.

POUR PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE.
POUR VICE PRESIDENT:
JOHN J. CRITTENDEN.

Sujets à la décision de la Convention nationale whig

ESPOIR.

Nous avons reçu hier nos journaux européens apportés par l'*Africa*. Nos dates par cet arrivage sont, on le sait, jusqu'au 25 mars pour Paris et jusqu'au 27 pour Liverpool.

On trouvera plus loin les détails que nous ont fournis nos feuilles transatlantiques. Soixante dix rectifications allemands ont été arrêtés à Paris sous la prévention d'appartenir à une société de communistes.

Le prince de Canino est parti pour Rome. M. Janvier, conseiller d'Etat, a succombé à une attaque d'apoplexie.

Les journaux anglais nous apprennent qu'un bruit singulier a été répandu à Paris aux dernières dates. Le président, assurait-on, aurait offert à l'empereur de Russie d'adopter son petit fils, le duc de Leuchtenberg, âgé de cinq ans, pour en faire l'héritage gouvernemental de la France. Il est vrai que le duc de Leuchtenberg est également le petit fils d'Eugène Beauharnais et qu'il y a très probablement rien de fondé dans cette rumeur que nous donnons toutes de ranger parmi les canards que servent de temps à autre aux abonnés du *Times* et du *Chronicle* les correspondans parisiens de ces deux journaux.

Un décret qui a paru dans le *Moniteur* du 27 et dont la teneur a été transmise à Londres par le télégraphe, fait faire à la France un grand pas vers la décentralisation administrative. En vertu de ce décret les préfets ne seront plus tenus de soumettre au gouvernement que les mesures qui ont trait aux intérêts généraux de la République. Quant à celles qui concernent spécialement les départements, les autorités locales en décideront sans appel et sans l'intervention du ministère ou du Conseil d'Etat.

Le *Moniteur* a publié le décret qui règle les rapports du Conseil d'Etat, du Sénat et du corps législatif avec le président de la République. La position de ces corps constitués sera toute nouvelle. La Constitution précédente, dit un journal, plaçait en tête de tous les pouvoirs la responsable unique émanée du suffrage universel; elle créait hiérarchiquement le conseil d'Etat et le Sénat, nommés par le pouvoir exécutif, et la présence sur le corps législatif. Le conseil administrative chez les députés a été restreint dans d'étroites limites. Ils peuvent seulement proposer des amendements, non pas directement à l'assemblée, mais à la commission qui examine les projets de loi présentés par le président de la république. Les signateurs, au contraire, ont la faculté de proposer des projets de loi, des sénatus consultes, des modifications à la charte fondamentale. Aussi, par une conséquence logique, les citoyens auront des vues utiles ou des réclamations à présenter, ne les adresseront plus dorénavant au corps législatif, le sénat seul recevra et appréciera leurs pétitions. L'ancienne assemblée nommait son président, ses vice présidents et ses secrétaires; elle se constituait elle même; désormais, dont chacun connaissait son président et son secrétaire à la majorité absolue des voix. Ce sont désormais les quatre plus jeunes membres présents qui remplissent, pendant toute la session, les fonctions de secrétaires de bureau. Le nombre des bureaux est réduit à sept. Ils sont présidés par le doyen d'âge de chaque bureau, le plus jeune membre présent faisant les fonctions de secrétaire.

Le chapitre relatif à la police des séances et aux peines disciplinaires reproduit en partie le règlement délibéré en séance publique le 5 juillet 1849, mais il contient une disposition nouvelle dont l'explication ne sera pas difficile: il statue d'approbation ou d'improbation est interdit aux représentans". Comment empêcher absolument de manifester spontanément les mêmes sentimens qu'ils éprouvera !

Quant à la publicité des débats, voici ce qu'en dit le *Siècle*

"La question de publicité donne aux délibérations du sénat et du corps législatif cet contrainte à-dire la solennité que quelques personnes trouvent nécessaire ou considérables. Il n'est pas même question d'une représentation, sans avoir obtenu de l'assemblée une autorisation préalable, de faire imprimer et distribuer à son frais un discours qu'il a prononcé. Le gouvernement a formé les deux avantages de la publicité; il n'en a vu que les abus et il a rendu contre elle, mais nous espérons bien que le nouveau régime parlementaire sera tellement personnel, que ses amis n'auront pas retenue de s'y associer, et, devant la crainte d'être mis en cheveu mentalement, chacun prendra à faut amende honorable de ses anciennes de la semaine dernière. Il a déclaré lundi sur qu'il serait prêt à voter tous les subsides, et a accepté d'avance que possible l'expédition des affaires urgentes. Le Parlement votera donc le budget, pour la paie de l'armée; *mutiny bill* ajoutant être voté tous les ans. Le ministère se propose aussi de présenter un bill sur l'organisation de la milice, mais il est probable qu'il ne parviendra pas à le faire voter, et que la session finira sans avoir rien fait. Dans l'état où se trouve la chambre des Communes il est absolument bonne à rien

Propriétés foncières.

Ceux qui suivent le cours des propriétés foncières ont du être frappés comme nous d'un heureux symptôme qui se manifeste depuis quelque temps. Les immeubles ont notamment augmenté de valeur, et il ne se fait guère de vente de cet amélioration sous ce rapport ne soit très sensible. Les encanteurs en sont presque tous nos amis même. MM. Beard & May qui vendaient en ce moment les biens de la succession Paulding ont déclaré qu'il y avait dix ans qu'ils n'avaient obtenu les prix soumis d'adjudication. Cette tendance à la hausse se manifeste dans toutes les ventes et se développera à mesure que seront exécutées les grands travaux publics dont il est question depuis quelque temps. Que nous ayons des institutions de crédit et des chemins de fer et la Nile-Orleans reprendra son ancienne prospérité. Nous voyons déjà ce que produisent de simples promesses et l'attente d'un meilleur avenir.

Le président des Etats-Unis a reconnu officiellement M. Ernest C. Angebrodt comme consul du grand duché d'Oldenbourg à St-Louis, Etat du Missouri.

CHEMINS DE FER.—Une grande assemblée de citoyens de cette ville a eu lieu hier soir au Théâtre Américain, à l'effet de s'entendre sur les moyens à adopter pour mettre à exécution le projet de l'établissement d'un chemin de fer de cette ville à celle de Jackson, dans l'Etat du Mississipi. Le procès-verbal des délibérations paraît aujourd'hui sur la partie anchaise de notre feuille. Nous le donnerons demain en français.

Banque des Citoyens.

Nous sommes de nouveau priés de rappeler aux actionnaires de la Banque des Citoyens, et particulièrement à ceux de la campagne, que l'élection de trois commissaires, annoncée pour le 3 mai prochain, ne pourra avoir lieu qu'autant que la majorité des actionnaires aura voté avant cette époque, pour l'acceptation de la loi passée à la dernière session de la Législature. Il sont en conséquence priés de vouloir bien faire enregistrer leurs votes avant la fin du mois courant.

LA POLICE

Nous avons un mot à dire au sujet des plaintes que le *Courrier* a exprimées hier matin. Ce journal est fort étonné que le maire demande une augmentation de la police dans deux districts de la ville. Il nous semble au contraire que M. Crossman a cent fois raison. Le troisième district (troisième municipalité) n'a qu'un petit nombre de watchmen, quarante, si nous ne nous trompons. Est-ce assez pour protéger les citoyens de cette partie de la Nouvelle-Orléans? Nous comprenons que la troisième municipalité n'augmentât pas sa police alors qu'elle formait une corporation distincte, car ses revenus n'eussent pas suffi à un personnel plus considérable. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. La troisième municipalité a droit à une somme de protection égale à celle qui est accordée aux trois autres districts. La justice l'exige.

Relevons maintenant une erreur qu'a commise lorsque demeurait de notre ville. Le personnel de la police ne s'élève pas à cinq cents hommes, comme il le dit; il n'est que de quatre cents, y compris les surnumeraires. La Nouvelle-Orléans est une grande ville, et les malfaiteurs y abondent. Il faut que les citoyens soient protégés, et pour cela il est nécessaire que la police soit fortement organisée.

Quant à la légère augmentation de salaire que M. Crossman demande pour quelques agens, nous nous garderons bien de la blâmer comme le *Courrier*. Nos confrères eux mêmes n'eussent pas soulevé la moindre objection s'ils avaient le attentivement le message s'il s'agit d'attribuer à la police proprement dite certaines fonctions que remplissaient jusqu'à présent des officiers spéciaux. N'est il pas juste que les agens chargés de ces nouveaux devoirs reçoivent une légère augmentation de traitement? Les capitaines et les sergens reçoivent, sous l'empire de la première organisation, $15 par mois et les commissaires $20. Il est évident que si tous ne tributions sont transférées aux agens de police ordinaires, ces derniers doivent être rétribués en raison de ce surcroît de besogne. Cela nous paraît logique, et agir autrement serait méconnaître le principe essentiellement démocratique qui ordonne que la récompense soit mesurée au service.

MONUMENT DE JACKSON.—Le Maire a reçu hier la somme de $45 qui lui a été transmise par M. Morrison, au nom des citoyens de la ville de Monroe, Louisiane, pour concourir à l'érection d'un monument en honneur du général Jackson.

OPERA ITALIEN.—Les excellents artistes de M. Marctzek jouent ce soir pour la dernière fois à la Nouvelle Orléans, et c'est la salle d'Orléans qu'ils ont choisie pour faire leurs adieux au public. Les admirateurs de l'art dans son expression la plus élevée, la plus exaltante et la plus noble voudront tous entendre SALVI dans ce merveilleux rôle d'Edgardo de Lucia di Lammermoor, où il se montre ensemble un parfait et chanteur et consommé.

Le correspondant européen de l'*Express* de New York parlant des projets de Louis Napoléon, écrit ce qui suit:

"Le Président désire aussi établir des communications entre Nantes et la Nouvelle Orléans au moyen de la vapeur. Il a plus d'une fois exprimé le regret, en jetant les yeux sur la carte, de ce que Napoléon ait cédé la Louisiane aux Etats Unis, car il est probable, a-t-on dit, que si elle eût été encore sous la domination française, le sous le temple de l'oncle que la succession impériale aurait été assurée de suivre ainsi les mêmes circonstances se renouvelaient. Peut être s'aviserait il un jour de donner l'œuvre de son prédécesseur, et la Orléanais verront un beau matin toute une flotte française montant tournoiement le fleuve. Une chose est certaine: Louis-Napoléon désire augmenter l'effectif de la marine et vous aurez bientôt les mesures qu'il aura prises.

Tres bien Nous comprenons que Louis-Napoléon désire augmenter la puissance de la marine française, manquât de commun cette ambition si naturelle au chef d'un gouvernement avec la prétendue mission de la Louisiane? Le correspondant dont nous venons de citer le passage parle en riant de cette irréalisable exploitation, mais les journaux américains ne l'imitent guère. La plupart accueillent avec empressement les rumeurs les plus notées pour en faire le texte de tirelonds articles; et hier encore une feuille d'outre-canal traitait comme chose sérieuse le projet attribué à Louis Napoléon d'envahir la Louisiane. Il débordait de mauvaise foi d'intimation, il montrait le point à cette flotte française dont le correspondant de l'*Express* a plusieurs fois